



# Le complément

indispensable à votre réflexion

## Le point sur l'expiration de l'AGOA

L'**African Growth and Opportunity Act** (AGOA) est une loi américaine adoptée en 2000 qui permet à certains pays d'Afrique subsaharienne d'exporter vers les États-Unis sans droits de douane sur de nombreux produits, à condition de respecter des critères économiques et politiques. Son objectif principal est de stimuler la croissance économique et l'intégration des pays africains dans l'économie mondiale grâce à un accès plus facile au marché américain pour environ **6.500** produits.

Les **conditions d'éligibilité** concernent le respect des principes de l'économie libérale, la bonne gouvernance, et le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Plus de **30 pays** africains en bénéficient, dont **Madagascar, Maurice** et l'**Union des Comores** dans notre région, bien que certains aient été suspendus pour non-respect des deux dernières conditions.

L'AGOA a expiré officiellement le **30 septembre 2025**, le Congrès américain n'ayant pas voté sa reconduction à cette date, même si deux sénateurs avaient proposé en 2024 de prolonger le programme jusqu'en 2041 dans un projet de loi intitulé "AGOA *Renewal and Improvement Act*". A ce jour, aucune annonce n'a été faite par les autorités américaines sur sa reconduction ou non, même si de nombreuses discussions bilatérales sont en cours afin d'éviter la disparition de plusieurs milliers d'emplois dans certains secteurs sensibles comme le textile.

## Le principe de l'AGOA

Pour faire simple et court, l'exportation de certains produits, sous réserve qu'ils fassent partie de ceux qui sont éligibles et qu'ils possèdent un certificat d'origine en bonne et due forme, ne fait pas l'objet de taxes douanières à l'entrée aux États-Unis.

Si l'on prend le cas de **Madagascar** (volume des exportations vers les États Unis en 2022 : 339 millions USD), les produits artisanaux pouvaient entrer aux États Unis en franchise douanière (0% de taxe) à condition qu'ils fassent partie de la catégorie 9 de l'AGOA : articles folkloriques, articles tissés ou fabriqués à la main et tissus imprimés ethniques (vannerie, sculpture sur bois, textiles tissés à la main, bijoux artisanaux, etc.).







# Le complément

suite page 2

indispensable à votre réflexion

Désormais, tous les produits artisanaux malagasy exportés vers les États-Unis sont soumis au tarif douanier général américain, au taux de la nation la plus favorisée, qui peut aller de **10 à 47%**, même si certains produits non textiles ont des taux MFN de **0 à 6%**. Il y a aussi un **droit de douane additionnel de 15%** qui s'applique à l'ensemble de tous les produits, à quelques exceptions près : matières premières stratégiques, dons humanitaires, effets personnels, etc...

Pour l'**Union des Comores et Maurice**, la situation générale est similaire, mais l'impact est différent selon leur profil d'exportation. Concernant **Maurice** (*volume des exportations vers les Etats Unis en 2022 : 100 à 150 millions USD*), les produits textile et d'habillement, qui représentent la plus grande part des produits exportés dans le cadre de la catégorie 9, ont aujourd'hui des droits MFN plus élevés (entre **9 et 32%** selon leur classification). Quant à l'**Union des Comores** (*volume des exportations vers les Etats Unis en 2022 : 10 millions USD*), les volumes d'export vers les Etats-Unis étant beaucoup plus modestes, l'impact de l'expiration de l'AGOA est beaucoup moins violent.

## L'incidence sur l'emploi

A l'échelle du continent africain, l'expiration de l'AGOA menacerait des **centaines de milliers d'emplois** en rendant les produits africains moins compétitifs face à d'autres pays comme le Vietnam par exemple. Souvent majoritaires dans les usines et ateliers de confection, **l'emploi des femmes serait plus largement touché**.



### Estimation des pertes d'emplois dues à l'expiration de l'AGOA



PAYS	SECTEURS D'ACTIVITE			TYPES D'EMPLOIS	
	TEXTILE	AGRO-ALIMENTAIRE	AUTRES	DIRECTS	INDIRECTS
MADAGASCAR	550 000	6 000	1 000	151 000	406 000
MAURICE	30 000	3 000	1 500	11 500	43 500
COMORES	0	3 000	1 000	1 500	43 500
TOTAL	580 000	12 000	3 500	154 000	473 500





# Le complément

suite page 3

indispensable à votre réflexion

Très souvent, les femmes constituent une large majorité des travailleurs directs dans les usines d'exportation de vêtements (**jusqu'à 70%**), qui leur ont procuré des revenus stables et une relative indépendance financière.

La disparition de ces emplois formels pourraient les renvoyer vers le **secteur informel** et vers une plus grande **précarité économique**, avec une forte incidence sur leur famille et sur l'économie locale. Statistiquement, le revenu des femmes est le plus souvent investi dans le **bien-être de la famille**, notamment l'alimentation, les frais de scolarité des enfants et les soins de santé. Même si leurs rémunérations restent faibles, elles permettent d'éviter une dégradation des conditions de vie, avec un **risque accru de pauvreté et de faim**. A Madagascar par exemple, même s'il est difficile de trouver des données exactes, on peut considérer que le salaire formel d'une employée du secteur textile/habillement est **trois fois supérieur** au revenu moyen de l'emploi informel.



## Quelles solutions ?

Si certains experts voient dans la fin de l'AGOA un **risque social important**, caractérisé par une **perte d'emplois** dont nous venons de parler, une **forte précarisation** accompagnée d'une **migration accrue** vers les grands centres, d'autres y voient une opportunité d'accélérer la **montée en gamme**, d'**innover** et de **diversifier** les marchés, tout en reconnaissant que la *transition sera difficile pour les petits producteurs et les filières rurales*.

Pour notre part, nous privilégions un **scénario** qui nous semble réaliste, celui d'une **transition prolongée sans AGOA**, dans lequel les







# Le complément

suite page 4

indispensable à votre réflexion

exportateurs doivent s'adapter à une nouvelle donne durable en cherchant à diversifier leurs marchés (UE, Chine, Inde, ...), valoriser la qualité et la traçabilité de leurs produits, et innover dans la logistique et la distribution digitale, sachant que cette option **pénalise** surtout les petits artisans et que, sans accompagnement (financement, formation, mise aux normes), une **part de l'offre peut disparaître**.

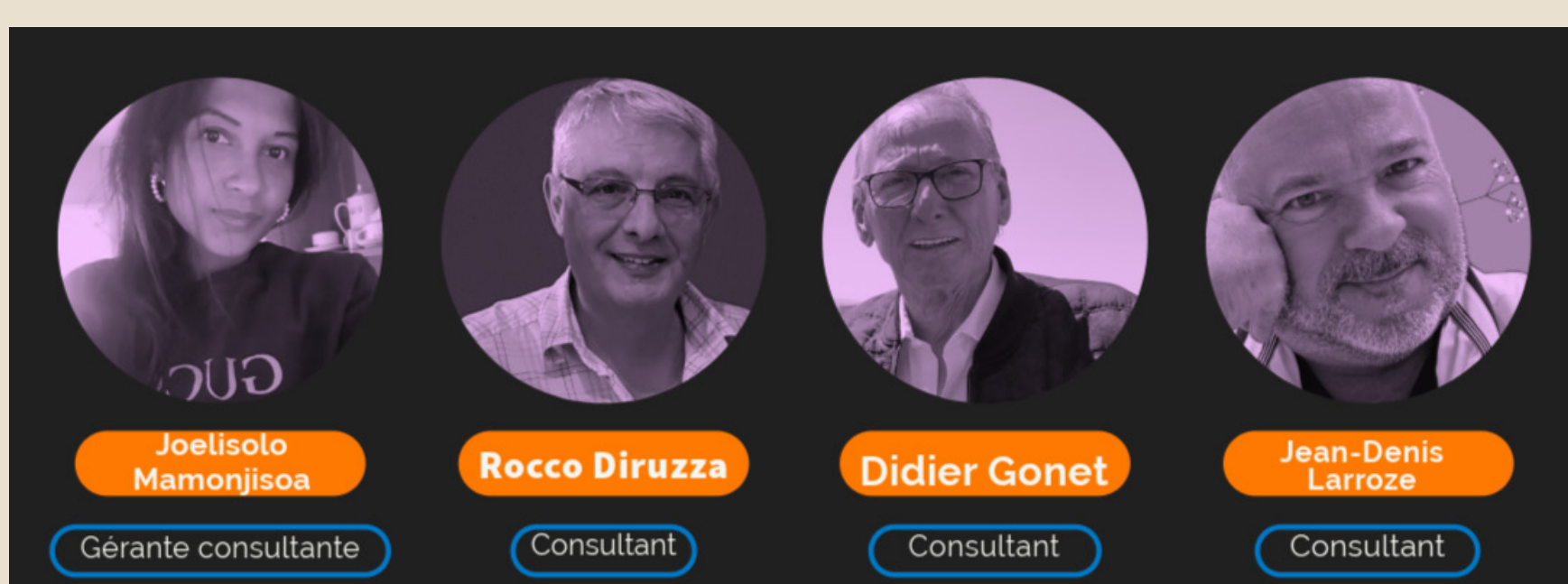
Enfin, il faut garder à l'esprit que les pays concernés par l'AGOA doivent respecter des **conditions d'éligibilité**. En **2009**, Madagascar a été suspendu en raison d'une crise politique, puis réintégré en **2014** après un retour à l'ordre constitutionnel, ce qui a permis au pays de profiter d'une relance des exportations, surtout dans le textile/habillement.

Dans la **situation actuelle**, il est difficile d'imaginer quelle va être la réaction des Etats-Unis car les mêmes ingrédients sont réunis : instabilité, gouvernance contestée, précipitation diplomatique et dépendance économique.

**Si les critères de gouvernance ne sont pas jugés satisfaisants par l'administration Trump, l'exclusion est une sérieuse possibilité.**



## DOSSIER PRÉPARÉ PAR



**2JRD**  
Consultants  
ANTANANARIVO, ANTISRANANA, MAMOUDZOU  
SAINTE CLOTILDE

Au fi  
puiss  
hum  
erreu